



REPÈRES

d'histoire sociale en Midi-Pyrénées

Bulletin trimestriel de l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale de Midi-Pyrénées

n° 80

janvier 2026

Lors d'une manifestation le 23 mars 2023
à Toulouse pour la défense des acquis sociaux.



photo : D.R.

**LES JEUNES ET LE SYNDICALISME
un chantier à venir pour 2026 et 2027**



Sommaire

Edito

Copier coller ? 3

Retour sur les 8^e R. R. T. C.

La solidarité, antidote à l'extrême droite 4

La renaissance de Viva la muerte ! 5

« Mon fils vote Le Pen... » 5

Courts métrages antifascistes 6

Toulouse : Conférence à l'initiative de la FILPAC-CGT

Le groupe Bolloré : prédateur aussi des papeteries JOB 6

1945 : Les EGRF dans le Tarn

Un éphémère espoir de participation citoyenne 7

Témoignage et publication

Saint Lys Radio à l'écoute des océans. 9

Tarn-et-Garonne

Grisolles rend hommage au communiste Paschal Grousset. 10

L'Assemblée générale de l'IRHS Midi-Pyrénées

Pour revitaliser les activités d'histoire sociale 11

Bons conseils

Des fiches forts utiles à l'archivage 12

A vos agendas

Deux événements en région 13

Institut Tarnais d'Histoire Sociale

Hommage à Jacques Nocaudie 14



Institut Régional CGT d'histoire sociale Midi-Pyrénées

Bulletin d'adhésion annuel 2026

Institut Régional CGT d'histoire sociale Midi-Pyrénées

Adhésion individuelle

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresse mail@.....

Tarifs : Individuel : 15 euros Soutien :

Adhésion collective (syndicats, collectivités, organisations...)

Organisation

Adresse

Code postal Ville

Adresse mail@.....

Tarifs : Collectif : 55 euros Soutien : 100 euros (ou plus)

Bulletin d'abonnements annuels

A la revue trimestrielle « Repères » - Tarif : 15 euros

Aux « Cahiers » de l'Institut national - Tarif : 18 euros

Renvoyer ce bulletin à :

Institut Régional cgt d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées

7, place du Fer à Cheval • 31300 TOULOUSE

Règlement par chèque à l'ordre de : IRHS-CGT Midi-Pyrénées

ou virement bancaire : FR76 4255 9100 0008 0280 1867 622

ipeca.fr

IPECA, LA PROTECTION SOCIALE DES PROFESSIONNELS DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'AÉROSPATIAL CIVIL ET MILITAIRE.

IPECA œuvre, depuis plus de 70 ans, pour le bien-être de la communauté de l'aéronautique et de l'aérospatial civil et militaire.

Elle protège les femmes et les hommes de ce secteur dans tous les domaines de la protection sociale complémentaire, collective ou individuelle, en santé comme en prévoyance.

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ / GARANTIE DÉCÈS / SURCOMPLÉMENTAIRE SANTÉ

Pour en savoir plus : 0 810 510 510 Service 0,09 € / appel + prix appel

IPECA PRÉVOYANCE - 5 rue Paul Barruel - 75740 Paris cedex 15

Institution de Prévoyance régie par le titre III du livre IX du code de la Sécurité sociale relevant de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris cedex 09.

IPECA
UNE VIE À VOUS PROTÉGER



Copier coller ?

L'histoire ne se répète jamais à l'identique, pourtant depuis plusieurs années elle balbutie, elle bégaie beaucoup. Le bégaiement n'est pas contagieux mais le contenu de son expression l'est et se propage rapidement sur l'ensemble de la planète.

Des similitudes évidentes dans les périodes, les causes et les faits :

1929, vendredi noir à Wall Street (25 octobre) avec l'onde de choc en Europe suivi de fermetures d'entreprises, montée du chômage, aggravation de la pauvreté, percée importante des idées réactionnaires et même d'extrême droite avec Mussolini en Italie, Hitler en Allemagne, le 6 février 1934 c'est le coup de force d'Action française et de leurs alliés devant l'Assemblée Nationale, puis le sursaut syndical dès le 12 février de la CGTU et de la CGT, prémices de la réunification entraînant les partis politiques de gauche vers ce qui aboutira au Front Populaire de 1936.

2008, c'est la crise des « subprimes » toujours aux Etats-Unis. Cures d'austérité pour les peuples pour « sauver le système bancaire », explosion des plans de licenciements nouvellement appelés plans sociaux, plans de sauvegarde de l'emploi, puis plus pudiquement PSE, regain des idées d'extrême droite

encouragées par les mesures sécuritaires et anti-immigratoires du gouvernement en place, score en hausse du RN, élection du président de « gauche » qui fait appliquer une politique de droite très antisociale. L'électorat, en partie, se tourne vers la désespérance ce qui amène le RN au second tour de la présidentielle face à un banquier ultralibéral. Ce sont les mêmes causes partout et les résultats sont : Méloni en Italie, Nawrocki en Pologne, Milei au Paraguay, Trump aux USA, Kast au Chili, etc. En France, les politiciens au pouvoir ne retiennent pas la leçon, au contraire, ils aggravent la situation avec des inégalités croissantes et après la « dissolution incomprise » de l'Assemblée Nationale, c'est encore le syndicalisme et en particulier la CGT qui exhorte les partis politiques progressistes à se rassembler et faire front pour empêcher le RN d'accéder au pouvoir. Opération réussie cette fois, mais l'histoire ne se répète jamais à l'identique, alors les Accords de Matignon en 1936 entre Frachon et Blum se sont transformés en désaccord de Matignon entre Binet et Attal, Barnier, Bayrou, Lecornu...

Tenez vous prêts, l'affrontement n'est pas terminé, c'est bien vous qui écrivez l'histoire !

Philippe Leclerc



La solidarité, antidote à l'extrême droite

Grâce à la projection des films *Viva la muerte* et *Howard Zinn, une histoire populaire américaine (2^e partie)*, des travaux des étudiants et enseignant de l'ENSAV, des débats qui en ont résultés, la journée régionale des 8^e RRTC qui s'est déroulée de 5 décembre à l'ENSAV à Toulouse a connu une réelle réussite.

Le fascisme profite de l'isolement des individus en situation de souffrance sociale. Le lien social, l'engagement collectif dans les luttes offrent au contraire une perspective pour le monde du travail.

Le RN se prétend le défenseur des ouvriers, des populations délaissées, mais se rapproche



L'historien et universitaire Howard Zinn, né le 24 août 1922 à New York, et mort le 27 janvier 2010 à Santa Monica, en Californie. Auteur de « Une histoire populaire des Etats-Unis », une œuvre et un homme à combattre selon Trump.

© Daniel Mermet

chaque jour davantage du grand patronat et fait siennes les politiques néolibérales. Aussi les 8^e Rencontres régionales Travail et Cinéma, le 5 décembre 2025 à Toulouse, avait pour thème « L'extrême droite, une imposture sociale ». Films et débats, à l'initiative de l'Institut régional CGT d'histoire sociale, visaient à susciter la réflexion et donner des arguments à celles et ceux qui veulent combattre le RN et ses alliés, dégonfler la baudruche lepéniste.

L'histoire, à condition de la connaître, permet d'inscrire l'extrême droite actuelle dans la continuité du nationalisme, de l'antisémitisme et du fascisme qui ont gangrené la France et le monde depuis un siècle et demi.

Le film *Howard Zinn, une histoire populaire américaine (2^e partie)*, tiré de son ouvrage, remonte même beaucoup plus loin dans le temps. Olivier Azam, coréalisateur avec Daniel Mermet, est venu le présenter. Ce film nous enseigne qu'à la fin de la conquête de l'Ouest 90 % des Amérindiens ont été exterminés. Que les Africains-Américains ont joué un rôle important durant la II^e Guerre mondiale -ce que Trump cherche aujourd'hui à dissimuler. Qu'il y a eu de grandes grèves dans l'industrie automobile en 1936.

Aujourd'hui l'extrême droite s'est emparée du pouvoir outre-Atlantique et le même danger guette la France. Après le film, Jérôme Beauvisage analyse les conditions qui favorisent le vote RN parmi les classes populaires. Syndicaliste

CGT, membre de l'Institut d'histoire sociale, il a consacré un livre¹ à ces questions. Il prend l'exemple du bassin minier lensois : le vote Le Pen est contenu -même s'il reste à un niveau trop élevé- là où existent des solidarités ouvrières, des syndicats, des associations. Bref, là où il y a du lien social. En revanche, le vote d'extrême droite explose dans les communes où l'individu se retrouve isolé, n'appartient à aucun groupe, « là où l'anomie ouvrière est la plus importante ».

Jérôme Beauvisage prend aussi un exemple historique : à Marseille, notamment sur le port, travailleurs français et italiens sont solidaires, mènent le combat en commun lors de la crise de 1902 et 1903. Alors qu'auparavant de véritables pogroms ont visé les travailleurs transalpins -par exemple en Camargue en 1893- on n'a cette fois pas enregistré de xénophobie dans la cité phocéenne. La raison : cette main d'œuvre immigrée avait massivement adhéré à l'Union socialiste italienne, laquelle était en lien étroit avec les syndicats français. Selon Jérôme Beauvisage, « il faut être davantage en prise avec ce que vit le monde du travail. Les partis politiques de gauche ont délaissé la classe ouvrière, le syndicalisme n'est pas à l'abri de cette situation ».

Bruno Vincens

¹ - *L'extrême droite. Permanence et métamorphoses*, éditions Arbre bleu.



La renaissance de Viva la muerte !

Le film a choqué certains, sans doute pas avertis de ce qu'ils allaient voir. Viva la muerte! avec une copie restaurée par la Cinémathèque de Toulouse, débutait ces 8e Rencontres. Dans cette œuvre - coup de poing de 1971 Fernando Arrabal exprime toute sa détestation du franquisme et de l'Église catholique espagnole. Et il le fait à sa manière: surréalisme, onirisme. La mort et la sexualité se mêlent, le sang, véritable obsession, envahit l'écran. Vomi, excréments, viscères, rien n'est épargné au spectateur ni à la spectatrice. Une jeune femme, après la projection, déplorait que ces images « érotisent de façon morbide le corps des femmes ». Viva la muerte! qui pouvait passer en son temps pour une provocation à la morale bourgeoise, n'est plus regardé du même œil aujourd'hui. Pourrait-on actuellement produire une telle œuvre ?

« Ce film est un ovni, il doit être contextualisé », admet Franck Loiret, directeur délégué de la Cinémathèque de Toulouse. Avec cette patiente restauration de la copie, approuvée par Arrabal lui-même, Viva la muerte! connaît une renaissance après une longue période d'oubli. Le film fut censuré, bien sûr, par le régime franquiste mais aussi en Tunisie où eut lieu le tournage. En France, il fut présenté à Cannes dans la section Semaine de la critique mais il faut attendre 1981 et l'arrivée de la gauche au pouvoir pour qu'il soit enfin diffusé en salle. Aujourd'hui sa nouvelle vie passe par le réseau des cinémathèques. « C'est notre travail de montrer de tels films, de les accompagner », assure Franck Loiret. La copie restaurée de Viva la muerte! a été projetée dans les cinémathèques de Madrid, où il fit salle comble, et Barcelone.

B.V.

« Mon fils vote Le Pen... »

Le documentaire Junior nous fait pénétrer dans l'intimité d'une famille toulousaine. Nous sommes début 2017 avant l'élection présidentielle. Jean-Luc Mélenchon a les préférences du cinéaste Paul Lacoste venu à ces 8e Rencontres présenter son film. Théo, fils aîné de Paul Lacoste, est parti en stage à Paris. Au cours d'une communication en visio il demande à son père s'il peut lui donner procuration pour le scrutin présidentiel. Bien sûr, pas de problème. Mais quel bulletin glisser dans l'urne ? « Un vote souverainiste » qui pourrait être « Marine ». Stupeur de Paul Lacoste. Théo affirme qu'il a acquis ses convictions « tout seul depuis cinq ans ».

Le documentariste évite d'aborder frontalement son fils mais se pose plein de questions. Comment Théo a-t-il pu virer vers l'extrême droite ? Comment le père a-t-il échoué dans la transmission de ses valeurs de gauche ? Le jeune homme n'est pas issu d'une famille défavorisée, n'appartient pas aux nombreuses populations laissées pour compte, son avenir semble prometteur. Alors on se perd en conjectures.

Tandis que l'élection présidentielle approche, le père, déstabilisé, a du mal à trouver les arguments qui pourraient faire changer d'avis le fils. Théo n'en démord pas, son vote sera lepéniste. Paul Lacoste se décide : il donne la priorité « à l'humanité plutôt qu'à la famille ». Il ne votera pas contre ses valeurs.

Arrive l'élection présidentielle. La candidate d'extrême droite franchit

Margot Abadie et Hichem Mellouk étudiants à l'ENSAV (voir page suivante).





...suite...

« Mon fils
vote Le Pen... »

le premier tour, puis est battue au second. Pour Théo le vote lepéniste est « un vote social ». Son père est consterné. Puis le jeune homme lève un peu le voile sur les ressorts de sa dérive idéologique. Il s'angoisse d'une disparition de la France : « L'Union européenne, c'est la fin des nations, la fin de la France. » Au cours du débat Paul Lacoste confie que huit ans après son fils penche toujours vers l'extrême droite. « On ne parle plus politique. » Selon un intervenant, « là où le vote Le Pen progresse le plus, c'est chez les jeunes. La lucidité, c'est de chercher à savoir ce qu'il y a dans la tête des jeunes. »

B.V.

Courts métrages antifascistes

Les courts métrages des étudiants de l'École nationale supérieure d'audiovisuel (Ensav) étaient aussi en rapport avec le danger d'extrême droite. Un jour d'élections européennes Nicolas Gauthier relate ses efforts dans Un après-midi foutu pour quitter Toulouse et aller voter. Mais Bardella remporte le scrutin. Margot Abadie se rend à une AG antifasciste mais sa caméra la rend suspecte et ne peut tourner d'images. Alors elle rend compte de cette assemblée générale par le dessin. Hichen Mellouk (Faire famille) évoque une expo sur les personnes racisées et LGBT et qui suscita des réactions hostiles.



Toulouse : Conférence à l'initiative
de la FILPAC-CGT

Le groupe Bolloré : prédateur aussi des papeteries JOB

Le 12 novembre dernier, sur le site JOB de Toulouse, Jean-Pierre Combebiac, ancien dirigeant de la FILPAC-CGT est revenu lors d'une conférence dans le cadre des Rencontres du Papier et du Livre sur les conséquences négatives du groupe Bolloré sur l'activité des papeteries JOB. Il a plus précisément dénoncé les méthodes de désengagement industriel, de concentration médiatique, ainsi que l'impact dévastateur des méthodes du milliardaire d'extrême droite sur sa façon de traiter l'information. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de son intervention. Le texte complet de cette conférence sera édité sur le site web : www.irhs-midi-pyrenees.fr. Il donnera lieu également à la publication d'une brochure de l'IRHS.

Rappelons que l'usine JOB est fondée en 1838. Elle évolue d'une petite papeterie à un acteur majeur dans le secteur du papier, notamment pour les produits hauts de gamme. En 1986, Vincent Bolloré acquiert le groupe JOB, imposant à son modèle économique d'entreprise familiale une stratégie boursière agressive. Il utilise des méthodes de prédation financière, vendant des actifs immobiliers sur Toulouse et Perpignan et se débarrassant d'unités de production qu'il considère non stratégique à sa nouvelle politique financière. Ces procédés entraînent inévitablement des pillages et son lot de suppression d'emplois. La vente

de l'usine des Sept-Deniers à une société écran en 1995 illustre les pratiques douteuses de Bolloré, afin d'éviter d'affronter directement la CGT et les salariés qu'il savait forts lors de conflits sociaux.

Les luttes du personnel, avec la CGT ont été cruciales pour maintenir un temps l'activité industrielle de JOB. Malgré leurs efforts conjugués, l'usine finit par être mise artificiellement en faillite. Le personnel se mobilise, manifeste, et obtient des négociations. Celles-ci aboutissent à la mise en place d'un plan social de 100 millions de francs et à l'incarcération de l'administrateur judiciaire et des dirigeants que Bolloré avait mis en place en vendant pour 1 Franc l'usine à des prédateurs qui devaient s'enrichir sur la dépouille de Job. Les salariés réussissent à conserver le bâtiment Art Déco des Sept-Deniers, symbole de l'entreprise, arraché des mains des promoteurs immobiliers. Ils fédèrent également les associations du quartier en créant un collectif pour mettre sur pied un lieu social et culturel. Tout autant lieu de mémoire de l'industrie papetière ouvrière à Toulouse et de l'action syndicale CGT gagnante. Chaque salarié bénéficiant d'une solution sociale et qualifiante à l'issue de la casse industrielle.

Le groupe Bolloré, à travers Vivendi, contrôle aujourd'hui une part significative des médias en France, incluant notamment « Canal + », « CNews », et « Hachette », ce qui lui confère un pouvoir lui permettant d'influencer l'opinion publique, et par la même la politique des



gouvernements. Cette concentration est symptomatique d'une tendance mondiale où les milliardaires cherchent à contrôler les médias pour façonner le débat politique, remettant en question la répartition des richesses créées, le pluralisme, et la démocratie. Les oligarques français, dont Bolloré, Drahi, et Niel, détiennent une majorité des quotidiens français, chaînes de télévision et radios. Ils consolident ainsi leur pouvoir sur l'information. La stratégie de Bolloré ne se limite pas qu'à des objectifs financiers. Elle vise, à travers ses médias, à diffuser ses idées et son idéologie. L'acquisition d'Hachette renforce sa position dans l'édition, lui permettant d'influencer le contenu éducatif en détenant 74 % des éditions scolaires, et de réduire ainsi la liberté pédagogique des enseignants. Le contrôle des instituts de sondage par les mêmes acteurs, Bolloré, Drahi souligne la manipulation potentielle de l'opinion publique.

Des réactions et résistances se manifestent tout de même face à cette concentration. Des initiatives comme « Déborder Bolloré » émergent, et rassemblent des maisons d'édition indépendantes afin de contrecarrer cette hégémonie médiatique omnipotente. Des librairies indépendantes et les éditeurs cherchent à maintenir une diversité dans le secteur du livre, conscients des risques d'un monopole qui nuirait aux citoyens que nous sommes. Une réforme du paysage médiatique garantissant une information libre et démocratique, plaiderait pour une gouvernance plus inclusive dans les médias. Il est crucial de soutenir ces indépendants et de contrer l'influence croissante de ces milliardaires sur l'information, afin de préserver la démocratie et le pluralisme des idées.

Jean-Pierre Combebiac

Un éphémère espoir de participation citoyenne

Tout au long de l'année 2025 nous avons consacré plusieurs articles sur la préparation pour juillet 1945 des États Généraux de la Renaissance Française conçus par le Conseil National de la Résistance et les consultations démocratiques engagées via les Cahiers de doléances. Pour le Tarn, et à l'issue de l'assemblée annuelle de l'IRHS tenue en janvier 2025 à laquelle participait l'historien Michel Pigenet, Serge Conesa, membre de l'Institut tarnais, s'est lancé dans un véritable et long travail d'enquête approfondie « à la manière d'un détective » sur son département. Prenant appui sur une recherche documentaire riche et des sources précises et fiables, il a rédigé une importante contribution dans laquelle il dégage trois éléments essentiels : « Un réel enthousiasme et des actions concrètes. Une participation populaire limitée. Une réelle diversité et richesse de points de vue et de propositions ». Vous pourrez lire l'intégralité du travail de Serge Conesa sur le site internet de l'IRHS (<https://irhs-cgt-midipyrenees.fr>) ainsi que l'ensemble des sources, documents, témoignages et acteurs qui lui ont permis de mener à bien ce travail. Nous ne reproduisons ci-après que quelques courts extraits.

Ces États Généraux de la Renaissance Française (EGRF) firent

naître un grand espoir avec des réunions par communes ou métiers, la rédaction des besoins populaires sur des cahiers, la désignation de délégués pour l'échelon supérieur... Il est dit en substance que nul autre que l'intéressé lui-même (travailleur, paysan, technicien, intellectuel) ne peut exprimer ses griefs et ses doléances. « La souveraineté du peuple c'est que lui-même rédige son programme... »

Lors du congrès de l'UD CGT du Tarn, le 4 janvier 1945, la question des EGRF est abordée : « Le plus important, préparer pour les États Généraux de la Renaissance Française les cahiers de doléances de leur entreprise qui se fondront avec celui de leur industrie. C'est par les États Généraux de la Renaissance Française que nous construirons une démocratie, sinon parfaite, du moins libérée de l'exploitation financière et industrielle. »... Le « FN : journal du Front national de la Résistance » consacre douze articles dans les



Albi, place du Vigan, 12 septembre 1944. Présentation du drapeau de l'Espagne républicaine par des membres de l'U.N.E. (Union nationale espagnole) pour son action dans la Résistance contre l'occupant nazi à Albi et dans le Tarn.

Source : ADT - Fonds du cabinet du Préfet (5 Fi 7 / 11).



six premiers mois de 1945. Roger Garaudy, alors membre du PCF avant d'être élu député du Tarn, pèse de tout son poids, local et national, pour promouvoir les EGRF. Il se réfère à 1789, aux « paysans de l'Argonne », à « Valmy », aux « jeunes patriotes », à « Robespierre »...

Le Comité local de Libération (CLL) de Gaillac, très actif en 1944-1945, annonce les EGRF le 16 février 1945. Le FN place la barre haute quant aux exigences attendues: « *Il ne faut pas que les États Généraux de 1945 se contentent de critiquer les divers rouages de l'État et le lourd héritage matériel et moral qui nous a été légué par Vichy. Ils ne doivent pas se borner à cette tâche nécessaire certes, mais trop facile, de démolition. Il faut qu'ils apportent aux nombreux et angoissants problèmes qui se posent à présent des solutions hardies et durables [...]* » Le FN ne reviendra sur ce sujet que le 8 juin 1945. L'implication et l'énergie déployée n'ont pas été en accord avec les attentes.

Le MLN (Mouvement de Libération National), au travers de son organe de presse « An 44 », ne parle des EGRF que le 9 juin 1945. Cela paraît très tard pour insuffler une vraie démarche participative.

Les 16 et 17 juin 1945, les 350 délégués de la Conférence régionale du Parti Communiste du Tarn reviennent sur « Les États Généraux » sur lesquels ils fondent « de grands espoirs » tout en regrettant que des assemblées primaires ne se soient pas encore tenues dans le département: « *notre Parti aurait dû impulser cette agitation ayant pour but de faire participer le plus grand nombre de Français et de Françaises à l'élaboration des cahiers de la Renaissance.* » Ce rappel est probablement un peu tardif pour créer une réelle

dynamique avec des assemblées populaires à l'échelon local [...]

Le préfet, dans son rapport de synthèse au Ministre de l'Intérieur note: « *La presse locale (Front National, Renaître) a mené campagne en faveur des États Généraux* » « *Les éléments qui ont pris la part la plus active à l'organisation sont: le Front National et la Confédération Générale du Travail.* »

Citons encore le Préfet du Tarn: « *Les mouvements de Résistance, les dirigeants des partis politiques, la CGT, et quelques groupements corporatifs ou professionnels ont fait parfois un réel effort pour exprimer leur point de vue. Le CDL s'est livré à un travail de documentation et de synthèse qui ne manque pas d'intérêt, notamment en matière économique.* »

De cette richesse et de cette diversité, il nous reste localement: le cahier de doléances présenté par l'Assemblée primaire de Teillet; le cahier de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Albi; le cahier de doléances artisanales aux États Généraux de la Renaissance Française; ceux des locataires du Tarn, des vélocistes et motocistes du Tarn...

Lors des débats de la commission « Progrès social », il est fait état des vœux du Tarn en faveur de la réduction à trois du nombre des zones de salaires de l'époque, des droits sociaux pour les ouvriers agricoles et de l'extension des attributions des comités d'entreprise » [...]

Afin de poursuivre utilement les recherches et études

Les documentations et sources sont importantes: les Archives départementales du Tarn, la presse locale,

numérisée ou papier, les travaux de recherches sur la Résistance et la Libération dans le Tarn, les bases nominatives de l'armée, celles du mouvement ouvrier et du mouvement social, les généalogies, ainsi que les différentes méthodes d'exploitation, telle que la prosopographie, ouvrent de nouvelles perspectives de travail. Parmi ces pistes de travail:

- Le contenu des cahiers disponibles et, notamment, en matière économique.
- Le contexte politique, les conflits d'intérêts et les enjeux de pouvoir dont: Les institutions (en 1944-1945), leur légitimité et leurs périmètres de compétence. Les institutions représentatives élues: maires et conseils municipaux, conseils généraux, députés et sénateurs. Les facteurs ayant affaibli le processus des EGRF dans le Tarn. Les priorités de la Libération et du redressement du pays. Les séquences politiques qui s'enchaînent et entrent en concurrence avec les EGRF. Les hommes qui ont fait cette histoire, certains émergeant à peine des zones grises du pétainisme. Les facteurs économiques, géographiques et sociologiques qui influent la participation citoyenne (tel que ruralité et agriculture, le monde ouvrier, les notables...).

Cela mériterait un travail de recherche collectif à poursuivre en équipe. Pour prendre contact: serge.conesa@free.fr

Serge Conesa

Rappel: l'ensemble de l'article avec toutes les sources est à retrouver sur le site internet de l'IRHS: <https://irhs-cgt-midipyrenees.fr>



Saint Lys Radio à l'écoute des océans.

Sous le parrainage de Loik Peyron, skipper nantais au palmarès impressionnant, la ville de St-Lys en Haute-Garonne a procédé le 12 août 2024 à l'inauguration du musée de Saint Lys Radio. Guy Fabre, après 27 ans de carrière, témoigne dans un recueil très illustré ¹, sur son passage à St-Lys-Radio, des luttes pour la sauvegarde d'un service public tellement particulier... et outrageusement bafoué !

Né en 1942, pendant la 2^e guerre mondiale, le Centre radio maritime de St Lys s'est développé dans un laps de temps d'un demi siècle pour s'éteindre en 1998.

Mais pourquoi avoir construit dans les terres un centre de communications exclusivement maritimes ? Parler de « récupération » est un peu outrancier... c'est pourtant la réalité. La France qui était présente sur tous les continents avait tissé un réseau radio depuis Paris, assurant des contacts diplomatiques et commerciaux avec les territoires d'outre-mer...

Les Allemands ayant balayé toutes ces installations, seule la « France libre » était susceptible d'en accueillir de nouvelles. La région toulousaine était toute indiquée d'où le choix de Le Vernet pour la partie émission et Saint-Lys pour la réception qui répondaient géographiquement aux exigences des ondes décamétriques.

La construction débuta en 1942. A la fin de la guerre, des moyens de

communication ayant supplanté la radio d'hier, ces installations étaient toutes tracées pour une exploitation radio maritime qui avait souffert du conflit.

L'usage du code Morse était au début de la mise en exploitation, en octobre 1948, le seul moyen de radiocommunication maritime avec une efficacité immédiatement reconnue par les usagers.

Le service radiotéléphonique fut ouvert en 1954. Un véritable balbutiement dans ce domaine, mais qui, la ténacité aidant, déboucha sur la radio BLU (bande latérale unique) à même d'offrir un service apprécié. Le radio-télex, manuel à ses débuts (1973) puis automatique, couronna les services proposés aux usagers maritimes.

Ces divers services qui, vu de la mer, ont mis en évidence le bien fondé du Centre Radio ont eu parfois du mal pour certains marins à suivre pécutiairement le coût de ces avancées techniques.

Par ailleurs, la mission de service public confrontée tant aux dangers du milieu maritime qu'à la mutation de la navigation traditionnelle vers plus de rentabilité (navires usine, pavillons de complaisance...), a accentué une coupure entre le personnel du Centre radio et la direction parisienne pour qui la courbe de trafic était le seul critère à prendre en considération.

Une importante section syndicale CGT a toujours maintenu un cap revendicatif, tout en prenant en compte l'évolution technique des



Photo D.R.

communications radio-maritimes. Ainsi, alors que la direction optait pour une fermeture précipitée, la CGT, et elle seule, revendiquait l'implantation de nouveaux services sur le Centre de Saint Lys radio, ce qui aurait permis de conjuguer une fin honorable de la radio traditionnelle avec une reconversion du personnel vers ces nouveaux services.

Comment ne pas voir du machiavélisme dans le choix de la direction d'une création coûteuse à Colomiers au détriment de locaux existants à St Lys et permettant une considération naturelle du service public.

De ce fait, ce qui aurait dû être une belle histoire « des hommes qui relient les hommes » avec une fin concertée du service, laissera un souvenir de gâchis...

Guy Fabre

1- Pour contacter Guy Fabre :
Tél. 0678 597 514
adresse mail :
guy-fabre.castagne@orange.fr



Grisolles rend hommage au communard Paschal Grousset.

Quand un petit musée municipal expose une collection grandiose. En effet le musée Calbet à Grisolles présente un fonds riche dédié au communard ayant grandi dans le village, et pas des moindres puisqu'il s'agit de Paschal Grousset¹.

D'origine Corse, Grousset (1844-1909) va passer son enfance dans le Tarn-et-Garonne avant de poursuivre des études de médecine à Paris. Une fois diplômé il préfère finalement se tourner vers le journalisme, pour pouvoir agir plus efficacement sur les maux de la société. Il est repéré par Rochefort et deviendra rédacteur de « La Marseillaise », journal républicain anti-impérial qui succède à « La Lanterne » en 1869. À la suite d'échanges virulents par voie de presse, c'est Grousset qui envoie le journaliste républicain Victor Noir à la rencontre du prince Pierre Bonaparte pour lui proposer un duel, le 10 janvier 1871. Le cousin de Napoléon III assassine alors Victor Noir d'un coup de pistolet. Une manifestation de masse

s'ensuit pour l'enterrement du journaliste, affaiblissant considérablement l'Empire. Cela n'empêchera pas des rédacteurs de « La Marseillaise » d'être emprisonnés pour outrage.

Durant la Commune il est élu dans le XVIII^e au conseil de la Commune, puis chargé par la Commune des relations extérieures. Il continue de publier quasi quotidiennement dans les journaux communards. Il échappe à la mort mais pas à la déportation en Nouvelle Calédonie en 1872. Il fait partie de la seule évasion connue en 1874, avec l'équipage de Rochefort et Jourde parvenant à rejoindre en barque un bateau, puis l'Australie, et enfin l'Angleterre.

Il commence alors une vie d'écrivain sous le pseudonyme d'André Laurie, publiant une série de roman décrivant de façon précise la situation scolaire de différents pays (Angleterre, USA, Japon...) ainsi que les premières œuvres de science-fiction. Il partage le même éditeur Hetzel que Jules Verne et celui-ci s'inspire fortement de son travail. Certains romans de Laurie seront plus tard adaptés au cinéma.

Après l'amnistie de 1880, Grousset deviendra député du XII^e arrondissement de Paris jusqu'à sa mort en 1909. Socialiste, il militera entre autres pour l'accès à la culture via l'électrification des musées pour que les ouvriers puissent y accéder le soir. Surtout, il prendra le pseudonyme de Philippe Daryl pour mener toute une réflexion sur l'activité physique de la jeunesse.

S'opposant violemment à Coubertin qui prône la compétition et l'élitisme, Grousset/Daryl participe à la création de la Ligue nationale d'éducation physique qui valorise des rencontres sportives entre établissements scolaires. Il popularise par ses écrits le vélo, le football...

L'exposition rend bien compte de cette vie particulièrement riche.

Après une mise en contexte avec des objets scolaires d'époque, nous entrons dans le vif du sujet avec Paschal Grousset journaliste, avec la présence de nombreux articles rédigés de sa main, et tombons nez à nez avec les journaux relatant la mort de Victor Noir.

La Commune est bien représentée, à la fois par des journaux, mais aussi via des coquillages sculptés par les bagnards. On évoque l'évasion en compagnie de Rochefort, puis l'exil. La quasi-totalité de ses romans sont présentés dans leurs plus belles éditions. Sa correspondance avec Jules Verne, ou encore Pierre de Coubertin contre lequel il s'oppose font partie des pièces à voir.

Le fond du musée est complété par les collections personnelles des membres de la société Grousset Laurie Daryl, ainsi que les archives de la FFEPGV (Fédération Française d'Éducation Physique et de Gymnastique Volontaire) prêtées pour l'occasion.

Arnaud Daimé

¹ - Exposition au musée Calbet à Grisolles.
Tél. 05 63 02 83 06



Photo : Société Grousset Laurie Daryl, archives FFEPGV



Pour revitaliser les activités d'histoire sociale

Lors de l'assemblée générale annuelle de l'IRHS qui s'est tenue le 29 janvier dernier dans les locaux de Mutami à Toulouse, les délégué(e)s ont planché sur les défis à relever dans l'organisation et les activités de l'institut régional et des instituts départementaux. Plusieurs dispositions ont été prises afin de répondre aux problèmes posés et d'engager les initiatives pour 2026 dans les meilleures conditions.

Dans son rapport introductif, Philippe Leclerc est revenu sur la situation politique et sociale sur le plan national comme international. Des situations dramatiques, insupportables, s'éternisent pour de nombreux peuples. « Dans chaque cas, la puissance militaire prime sur la puissance politique et diplomatique... C'est aux peuples qu'est présentée la lourde facture de ces désastres ». En France, a-t-il poursuivi, « face au borborygme politique dans lequel Macron nous a plongé », nous subissons « la montée de la désespérance en parallèle des idées des extrêmes droites ». La régression industrielle et le chômage ne cesse de progresser. « En décembre 2025, ce sont 483 plans de suppressions d'emplois recensés mais le gouvernement ne lève pas le petit doigt malgré les plus de 210 Mds € d'aides publiques versés aux plus grosses entreprises sans contrepartie ni contrôles ». Après un bilan complet des activités de l'année écoulée, Philippe a fait

part des projets essentiels pour 2026. Pour n'en citer que quelques uns :

- les recherches de documents et témoignages sur l'activité syndicale envers et avec les jeunes afin d'alimenter le colloque « syndicalisme et jeunesse » qui se tiendra fin 2027 ;
- la traduction dans les départements de Midi-Pyrénées des accords de Matignon de 1936 (conventions collectives, congés payés...);
- les militants qui ont mis en œuvre les Caisses de Sécu dans les départements pour une ouverture au 1^{er} juillet 1946...
- un nouveau stage d'archivage numérique sera proposé pour fin septembre - début octobre...

Parmi les difficultés à surmonter pour l'activité à venir, il est impératif et même vital d'inciter et d'aider de nouveaux camarades à s'investir dans les activités et les responsabilités des différents IHS.

Il s'agit aussi d'assurer la pérennité de nos publications. Et précisément pour « Repères ». Ces dernières années, le coût de l'envoi postal et surtout le coût du papier ont augmenté. L'Assemblée générale a ainsi décidé de revaloriser les tarifs (des décisions qui ne s'appliqueront qu'à partir du 1^{er} janvier 2027).

- le prix au numéro de Repères indiqué sur chaque bulletin passera de 5 à 7 € ;
- le prix de l'abonnement individuel souscrit auprès de l'IRHS passera de 15 à 20 € ;
- pour les versements des IDHS

pour la part « Repères », celui-ci passera de 10 € (de 2014) à 12 € (en 2027).

Le rapport financier 2025, le bilan d'activité et les propositions pour 2026 ont été adoptés par les délégués. Le conseil d'administration (voir ci-dessous) a été élu.

L'après-midi, nous avons eu le plaisir d'écouter l'intervention passionnante et fort bien documentée de notre camarade Florence Delzons qui vient de réussir brillamment une thèse de doctorat consacrée à « L'Aveyron, terre de refuge pendant la 2^e guerre mondiale ? ». Nous y reviendrons largement dans le prochain numéro.

Elu(e)s au Conseil d'administration

Bascou Richard (31), Baudelot Jean-Claude (31), Belaval Jean-Henri (81), Biard Maurice (31), Boscus Alain, Calvanus Roselyne (81), Cassé Armand (31), Conesa Serge (81), Delzons Florence (12), Leclerc Philippe (09), Margras Bernard (31), Milhau Michel (09), Pastre Lionel (Comité régional), Ransan Frédéric (32), Raynal Alain (82), Rizzo Carlo (31), Rouyer Patrick (46), Saltarel Jean (82), Veirier Gerald (31), Zullo Christian (81).

Les membres du bureau régional seront élus lors de la prochaine réunion du CA le 16 février prochain.



Des fiches forts utiles à l'archivage

Comment préserver au mieux nos archives syndicales pour notre activité et pour les futures générations? Un ensemble de conseils pratiques sur le classement, la conservation, la numérisation, les droits d'auteur et les aspects juridiques, les légendes des photos sont mis à la disposition des militantes et militants par les archivistes de l'IHS-CGT national.

Les Journées Nationales d'Études de l'IHS national (JNE) qui se sont déroulées du 6 au 9 octobre 2025 en Alsace ont consacré une partie des travaux à l'importance de l'archivage pour notre activité et pour les générations futures.

Myriam Goncalves (archiviste de IHS) a tout d'abord présenté, lors de ces JNE, le fonds iconographique de l'IHS CGT sous forme d'un diaporama qui sera prochainement disponible.

Des conseils pratiques sont donnés sur le classement, la conservation, la numérisation, les droits d'auteur et les aspects juridiques, les légendes des photos... elle indique aussi l'importance des objets à conserver et transmettre, si possible, en double à IHS National.

Rafael Martinez et Myriam Afif (archivistes de IHS) ont ensuite présenté les fiches d'aide à l'archivage. Ces fiches, dont celles déjà connues comme les 4C et des nouvelles sont toutes à votre disposition en se connectant sur le site.



© Source IHS-CGT. Dessin Bruno Charzat

Les fiches archives www.cad.ihs.cgt.fr

Les fiches proposées sur ce site sont des fiches d'aide à l'archivage. Conçues par le Collectif Archives-Documentation de la CGT, illustrées par Bruno Charzat et maquettées par Rudy Jean-François, ces fiches répondent à des situations ou des problématiques précises qui se posent aux organisations de la CGT et à ses militant·e·s en matière d'archivage.

Elles sont organisées par grandes thématiques: Fiches « bonnes pratiques ». Fiches « Urgence ». Fiches « Droits et archives ».

Dans chacune des fiches, les termes en gras avec une étoile sont définis dans un glossaire disponible en ligne. Certaines fiches comprennent des annexes téléchargeables qui

aideront à la mise en œuvre des méthodes indiquées dans la fiche.

En supplément, un guide sur la collecte de témoignages militants est disponible. Il propose de nombreuses annexes pour vous permettre de démarrer votre collecte de témoignages dans les meilleures conditions.

Fiches « bonnes pratiques »

Bonnes Pratiques n° 1 – Déménager ses archives. Bonnes Pratiques n° 2 – Trier ses archives.

Ces fiches pratiques sont conçues spécialement pour aider nos organisations à adopter et mettre en place de bonnes pratiques dans la gestion de leurs fonds d'archives syndicales. Ces documents, ainsi que leurs annexes prêtes à l'emploi,



vous guideront à travers des gestes simples et efficaces pour organiser, préserver et valoriser vos archives.

Fiches « urgence »

Ces fiches pratiques sont conçues spécialement pour aider nos organisations à gérer efficacement leurs archives en situation d'urgence. Que ce soit face à une expulsion imminente de vos locaux, un sinistre ou une infestation de nuisibles, ces documents vous fourniront, en quelques étapes, des conseils clairs pour protéger ce patrimoine précieux.

Téléchargez-les dès maintenant pour être préparé.es et assurer la pérennité de vos archives, même dans les moments les plus critiques.

- Fiche Urgence n° 1 « Réagir face à l'expulsion de vos locaux ». Fiche Urgence n° 2 « Réagir face aux nuisibles : insectes, rats, souris ». Fiche Urgence n° 3 « Réagir face à un incendie ». Fiche Urgence n° 4 « Réagir face à un dégât des eaux ».

Fiche « Droits et archives ». « Produire et utiliser des images en toute légalité ».

Ces fiches pratiques sont destinées à éclaircir des points juridiques en lien avec l'exploitation des fonds d'archives syndicales conservées par nos organisations. Ces documents vous fourniront des conseils essentiels pour comprendre comment exploiter votre patrimoine documentaire, comme les photographies et les affiches, tout en respectant le droit qui s'applique : droit d'auteur, droit à l'image, protection des données à caractère personnel...

(*) Participaient à ces JNE pour notre région : Philippe Leclerc, Gerald Veirier, Alain Raynal, Armand Casse, Jean Pierre Dupuy.

Deux événements en région



L'IDHS CGT du Lot organise la première édition du « salon du livre d'histoire sociale » le 1^{er} mai 2026, de 13 heures à 18 heures, à la salle du CCAS des cheminots, parking de la gare SNCF de Cahors.

Expositions, maisons d'édition, auteurs, dessinateurs, imprimeur proposeront leurs publications, ainsi que des ateliers et dédicaces.

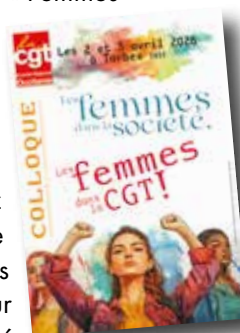
Caractérisé par l'échange et le dialogue, le salon souhaite favoriser les interactions entre le public et les participant.es et permettre à chacun.e de s'enrichir des publications proposées.

« Femmes dans la société, femmes dans la CGT » Les 2 et 3 avril 2026 à Tarbes

Christine Carlesso de l'UD CGT de l'Aude et membre du CESER Occitanie, et Laure Malleviale, secrétaire de l'UD-CGT du Tarn copilotent le collectif de préparation de cette initiative régionale. Elles ont pris appui sur plusieurs constats. A savoir : l'augmentation en France et dans le monde des violences sexistes et sexuelles ; la régression de nombreux pays sur les droits des femmes ; l'urgence d'avancer sur tous leurs droits et sur l'égalité femme-homme ; l'impatience et la colère grandissante des femmes ; la poussée du masculinisme ; l'existence de mouvements qui se disent féministes (Némésis, le Syndicat de la famille) créés par l'extrême droite et qui gagnent du terrain...

Plusieurs intervenantes ont été sollicitées : Maryse Dumas et Myriam Lebkir pour la CGT, Monique Dental, les associations « Femmes solidaires » et « 0 macho », une pénaliste sur l'égalité professionnelle...

Vous trouverez le programme complet et les tables rondes sur le site du Comité Régional CGT Occitanie : crgtoccitanie.syndicatcgt.fr





Hommage à Jacques Nocaudie



Source UD CGT Tarn

L'Institut Tarnais d'Histoire Sociale perd son Président d'honneur. Jacques Nocaudie est décédé le 25 novembre 2025 à l'âge de 89 ans. Jacques avait effectué son service militaire en Algérie et avait été fiché comme dangereux communiste et possible déserteur. Il photographiait les massacres des paysans algériens perpétrés par l'armée française. Il a commencé sa carrière aux PTT à Paris. Après son travail il manifestait contre la guerre d'Algérie. Souvent arrêté par la police, son receveur venait le chercher au commissariat pour qu'il prenne son service. Sanctionné pour insuffisance professionnelle il a effectué un recours devant le Conseil Supérieur de la Fonction Publique et a été rétabli dans son grade et sa fonction. C'est une des premières victoires contre

les discriminations syndicales. Muté à Albi il a été Secrétaire général de la section CGT des PTT de 1974 à 1984. Autodidacte très cultivé, fin pédagogue, il fut longtemps chargé de l'éducation syndicale à l'Union Départementale et accordait beaucoup d'importance à la transmission du savoir sur l'histoire sociale en particulier. C'est ainsi qu'à la retraite, début 2000, il devint Président de l'Institut Tarnais d'Histoire Sociale, succédant à Robert Nespoulous qui avait fondé l'Institut en mai 1991. Il a présidé l'Institut jusqu'en avril 2011, avant d'être élu Président d'Honneur. Président de l'Institut il a organisé bon nombre de conférences sur Albi, Castres ou Mazamet avec des historiens tels que Remy Cazals, Rolande Trepépé, Annie Lacroix-Riz.

Il faut signaler ses nombreux écrits d'histoire, notamment un texte sur « La Retirada » ou « exili » qui sont les noms espagnol et catalan de la retraite des armées républicaines espagnoles au début 1939. Il est aussi l'auteur d'une biographie de Jean Baptiste Calvignac intitulée : « Jean Baptiste Calvignac, un militant dans l'ombre de Jean Jaurès ? ». Le point d'interrogation pour souligner que les deux personnages se sont mutuellement influencés sans qu'on puisse dire lequel a eu une influence prépondérante sur l'autre. Nous adressons à son épouse Josette, à ses quatre enfants et à ses petits enfants, à sa famille nos plus sincères condoléances.

Christian Zullo

Du nouveau sur le site web de l'IRHS Midi-Pyrénées

www.irhs-midi-pyrénées.fr



Mais aussi, une mise à jour régulière avec :

- Les initiatives de l'IRHS et des Instituts départementaux.
- Des documents complets et souvent inédits à consulter.
- La liste des thèses et mémoires d'histoire sur la région consultables à l'Institut régional.
- Des archives comme les bulletins « Informations » du Comité Régional CGT Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Occitanie.
- Les informations utiles.



Mutami
MUTUELLE SOLIDAIRE

Vous souhaitez de plus amples renseignements
ou échanger avec l'un de nos conseillers,
retrouvez les coordonnées de vos agences
Mutami en Midi-Pyrénées sur

mutuelle-mutami.fr/nos-agences/

ou

 **09 77 425 525**

Prix d'un appel local

mutuelle-mutami.fr

Retrouvez-nous sur  

MUTAMI, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIRENE sous le numéro 776 950 677, dont le siège est au 70 boulevard Matabiau CS 46951 31069 Toulouse Cedex 7. Mutuelle soumise à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR : 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris) - Réalisation 2025 : Service communication Mutami 2025 - ©Shutterstock - Document non contractuel.

Toujours mieux
vous protéger...



 **N°Cristal 0 969 36 80 80**

APPEL NON SURTAXE

 **mutaero**
Vous respirez la santé

 www.mutaero.net

 **MUTUALITÉ
FRANÇAISE**



**IL BRILLE
OÙ
CE SI GRAND
SOLEIL?**

EN OCCITANIE
N°1 DU TOURNAGE EN FRANCE

www.occitanie.fr

“ Continuer à faire de la France une terre pionnière et un leader de l'industrie audiovisuelle mondiale. ”

Carole Delga
Présidente de la Région Occitanie



irhs Midi-Pyrénées

7, place du Fer à Cheval - 31300 TOULOUSE • Email : irhs.mp@orange.fr

Directeur de publication : Alain Raynal

Conception, réalisation et impression : Comité Régional CGT Occitanie

n° ISSN : 2258-0220 • Prix : 5€



irhs-midi-pyrenees.fr